

2 Politique

Présidentielle 2016/Opposition/Tournée de Jean Ping dans le Moyen-Ogooué
Fin de la pêche aux voix à Lambaréné

C. O.

Lambaréné/Gabon

C'est par le chef-lieu du Moyen-Ogooué que l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), aujourd'hui, candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, a bouclé sa tournée de prise de contacts avec les populations de cette province, véritable melting-pot des différentes communautés de notre pays.



Photo : Chris OYAME

Jean Ping : "J'ai besoin de tout le monde pour construire la nouvelle République"...

ENTAMÉE le 4 juin dernier, la tournée politique de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) dans la province du Moyen-Ogooué, s'est achevée, samedi dernier, par l'organisation d'un meeting au quartier "Les-Matériaux", dans la commune de Lambaréné.

Avec à ses côtés le président de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, le sénateur Jean Eyeghe Ndong, le président des 7 Merveilles du pays (7MP), Joël Ngoueneni, etc., Jean Ping a fait observer une minute de silence en mémoire de Philippe Maury, décédé le 7 juin dernier.

Poursuivant son propos, il

a indiqué que son périple à travers le pays vise à véritablement cerner les conditions de vie des populations. D'autant que, a-t-il précisé, tout prétendant à la fonction suprême se doit de connaître les réalités de la nation qu'il aspire à diriger.

Présentant son projet de société "Le Gabon à l'abri



Photo : Chris OYAME

... a-t-il déclaré en s'adressant à la foule venue l'écouter.

de la peur, le Gabon à l'abri du besoin", il a laissé entendre que celui-ci a pour vocation de mettre un terme au paradoxe existant entre les immenses potentialités économiques et naturelles de notre pays et la misère qui, selon lui, assaille quo-

tidiennement la majorité de nos compatriotes.

A l'entendre, une fois président, il devrait doter le Moyen-Ogooué de dispensaires et d'écoles, des moyens de transport pour faciliter la navigation fluviale, etc.

«J'ai besoin de tout le

monde pour construire la nouvelle République, l'État de droit et démocratique. Je vous invite tous à me rejoindre pour qu'ensemble, nous libérons la liberté», a lancé l'ancien chef de la diplomatie gabonaise sous feu Omar Bongo Ondimba.

Législatives partielles/ 1er siège de la Noya/Cocobeach

Le candidat PDG invite à relever deux défis

LLIM

Libreville/Gabon

LE candidat du Parti démocratique gabonais (PDG) à la députation pour le compte du 1er siège de la Noya (Cocobeach), par ailleurs secrétaire général adjoint 2 du PDG, Fidèle Angoue Mba a organisé une rencontre avec les ressortissants de cette localité, jeudi, au siège dudit parti.

But de cet échange, amener les populations à relever les deux défis qui

pointent à l'horizon, à savoir : les partielles du 18 juin prochain pour lesquelles il a été investi candidat par le PDG et la Présidentielle du 27 août au terme de laquelle il souhaite voir Ali Bongo Ondimba élu avec un score propre et honorable. "Sur les 1 341 électeurs enrôlés à ce jour, pour le compte du département de la Noya, nous devons avoir plus de 50% face à notre adversaire qui est l'abstention", a lancé le SGA 2 du PDG à son auditoire.

Poursuivant son exhorta-

tion, Fidèle Angoue Mba a ajouté que l'élection du 18 juin prochain était un entraînement pour bien préparer le 27 août. "Du score que les candidats obtiendront aux partielles vont dépendre les résultats de l'élection présidentielle dans chaque siège concerné", a-t-il insisté.

Avant d'inviter ses électeurs à écrire une nouvelle page dans la paix, l'amour et le partage. Allant dans le même sens, son directeur de campagne, Pierre Aubame Ondo, a d'abord salué la présence massive des



Photo : LLIM

jeunes à cette rencontre avant de poursuivre qu'il souhaite que le 18 juin soit une date charnière marquant la fin d'avec les pratiques préjudiciables pour le pays.

Fidèle Angoue Mba, le candidat investi par le PDG pour le compte du 1er siège de la Noya (Cocobeach) lors de son adresse.

Miroir du Gouvernement

La voie de la raison

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, en tant que président du Conseil suprême de la Magistrature (CSM), vient de balayer devant la cour. Vendredi dernier, il a décidé d'arrêter le feu qui couvait à la suite des nominations de la dernière session du CSM. En gelant les promotions querrelées.

Permettant ainsi aux tribunaux de reprendre leurs activités. Gouvernement, présidents des hautes cours et syndicat des magistrats, ont tous été invités à la responsabilité. Il leur a demandé de jouer désormais franc-jeu. Plus question, pour eux, de faire dans la politique de l'autruche, comme c'est le cas depuis quelque temps.

Face à la tempête qu'il a, volontairement ou non déclen-

chée, le gouvernement, du moins, à travers le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Séraphin Moundounga, - sans être le seul à blâmer -, a choisi la fuite en avant. Or, c'est à lui de comprendre que même quand la loi n'est pas claire, la jurisprudence devrait guider ses actes. Toute chose qui a pour objectif de ne pas tomber dans les travers.

Sans faire dans une sorte de complot généralisé, toutes les parties ont été priées de travailler de concert. Parce que, pour le numéro un gabonais, le prochain Conseil suprême de la Magistrature, devant se tenir avant la fin du mois en cours, est appelé à siéger dans le respect strict de la loi. Pour ne plus donner des arguments d'un nouveau blocage du secteur judiciaire.

Si personne n'est supposée être perdant dans ce dossier brûlant, cette sortie de crise est à considérer comme un nouveau départ de la justice gabonaise dont les réformes envisagées commandent que tous les acteurs soient en parfaite symbiose pour la porter sur des bases d'une approche qui se veut novatrice. Le défi, pour tous, n'est donc pas moindre. Même si ceux qui connaissent bien le milieu, considèrent que les querelles intestines vont se poursuivre. Le problème de fond étant celui d'une guerre sans merci que se livrent les théoriciens du surplace et ceux qui, derrière leurs propres intérêts, prétendent soutenir la volonté du président de la République de faire bouger les lignes.

Mis dans le même panier, que

l'on va qualifier à crabes, d'un jour à l'autre, les appétits de tout ce petit monde vont resurgir pour constituer une fois de plus un motif de blocage. A bien voir, si les revendications des syndicalistes ne souffrent d'aucune contestation, il n'empêche que beaucoup, parmi les hommes et femmes en toge, voient en eux une main noire dont le dessein est de pourrir la situation. Parce qu'au-delà de tout, la question qui revient est celle de se demander à qui profite le crime. En tout cas pas aux justiciables qui en ont marre de voir leur justice aller de mal en pis. Et surtout qu'ils semblent être les dindons de la farce d'une guerre qui ne les regarde ni de près ni de loin. C'est également vrai que le président du syndicat national des magistrats du Gabon (Sy-

namag), Germain Nguema Ella a donné certains gages pour un retour à la normale dans les tribunaux de Libreville et de l'ensemble du territoire national. Tout en se félicitant de la qualité des échanges que lui et les membres du bureau ont eus avec le premier magistrat du pays. Un sentiment de satisfaction qui mérite d'ailleurs d'être souligné. Malgré les doutes qui peuvent toujours être légitimes, osons croire que tout est reparti sur de bonnes bases, avec de meilleures intentions. Et que le calumet de la paix a été sincèrement fumé. Considérant que la voie de la raison a été privilégiée au détriment des pesanteurs qui n'ont plus lieu d'être.